

PROPOSITION DE SORTIE DE CRISE DE L'OPPOSITION DEMOCRATIQUE CENTRAFRICAINE AUX NEGOCIATIONS DE LIBREVILLE

Depuis les dernières élections générales du 23 janvier 2011, qui se sont déroulées en dehors de tout cadre légal, et dont les résultats grotesques ont accouché d'institutions illégitimes, la République centrafricaine faisait déjà face à une crise politique majeure, qui vient de se doubler d'une rébellion armée d'une ampleur sans précédent.

En effet, la coalition rebelle baptisée SELEKA a conquis en moins de dix jours plusieurs villes dans de nombreuses préfectures, en même temps que les forces de défense et de sécurité perdaient régulièrement du terrain.

Le constat aujourd'hui est sans appel:

- Les institutions issues des élections frauduleuses du 23 janvier 2011 (Président de la République et Assemblée Nationale) sont dénuées de toute légitimité;
- le régime du Général François Bozizé est militairement défait;
- la mauvaise gouvernance du pays a engendré une situation de chaos économique, d'asphyxie financière et une paupérisation généralisée;
- et enfin le Général François Bozizé est totalement isolé sur le plan diplomatique car sa pratique politique est une source d'instabilité permanente pour son pays et de préoccupation pour la sous-région.

Devant la situation de faillite généralisée de l'Etat centrafricain, et de l'effondrement de l'Armée Nationale, garante de l'intégrité de notre territoire et de notre souveraineté, le Général François BOZIZE a perdu toute crédibilité auprès du peuple centrafricain et de la communauté internationale.

L'opposition démocratique centrafricaine estime que toute solution de sortie de crise incluant le maintien à la tête l'Etat centrafricain du Général François BOZIZE, dont l'incompétence notoire et l'impopularité avérée ont atteint leur paroxysme, est vouée à l'échec, dans la mesure où il ne dispose ni de l'imperium, ni de la confiance nécessaires pour imprimer une dynamique de sortie de crise.

C'est pourquoi, l'opposition démocratique centrafricaine exige, comme condition sine qua non de sortie de crise, la démission du Général François BOZIZE et la mise en place d'une transition politique répondant à la configuration suivante:

- 1- Suspension de la Constitution;
- 2- Démission du Président de la République ;

- 3- Dissolution de l'Assemblée Nationale;
- 4- Démission du gouvernement.

Les actions à entreprendre par les Autorités de la Transition seront les suivantes :

- Instauration d'une période de transition, dont la durée n'excédant pas 36 mois, prend fin avec l'organisation des élections générales;
- Désignation d'un Président de la Transition;
- Mise en place d'une Assemblée Nationale de Transition;
- Formation d'un gouvernement de transition.

Les responsables des institutions de la transition (Président de la République de la Transition, Président de l'Assemblée Nationale de Transition et Premier Ministre du Gouvernement de Transition) s'engageront à ne pas participer aux élections présidentielles préparées par elles.

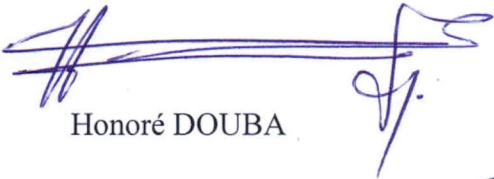
Les missions principales du Gouvernement de Transition seront les suivantes :

- Mise en œuvre des engagements à prendre dans les accords à venir de Libreville ;
- Mise en œuvre des recommandations du Dialogue Politique Inclusif;
- Mise en œuvre d'un programme d'urgence portant sur la sécurisation du territoire et sur la refonte des forces de défense et de sécurité en vue d'assurer la pacification du pays, de garantir la paix sur toute l'étendue du territoire national et de restaurer l'autorité de l'Etat;
- Mise en œuvre d'un programme d'urgence de réformes économiques et financières,
- Préparation et organisation des élections générales dans un délai n'excédant pas 36 mois;
- Ouverture d'enquêtes judiciaires pour faire toute la lumière sur le sort des disparus et des violations des droits humains perpétrés.

Fait à Bangui le 29 décembre 2012

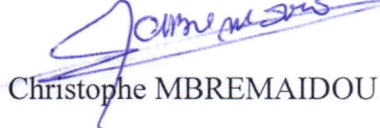
Ont signé:

Alliance pour la Démocratie et le Progrès (ADP)



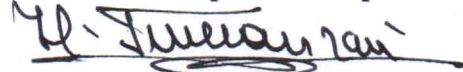
Honoré DOUBA

Alliance pour la Solidarité et le Développement



Christophe MBREMAIDOU

Convention Républicaine pour le Progrès Social (CRPS)



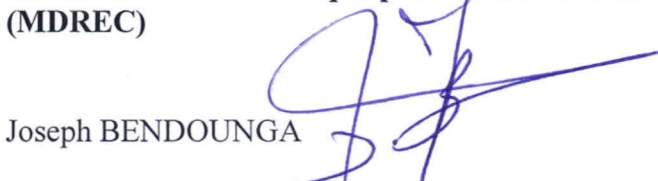
Maître Nicolas TIANGAYE

LONDO



Jean-Paul SEKOLA

Mouvement Démocratique pour la Renaissance et l'Evolution de Centrafrique (MDREC)



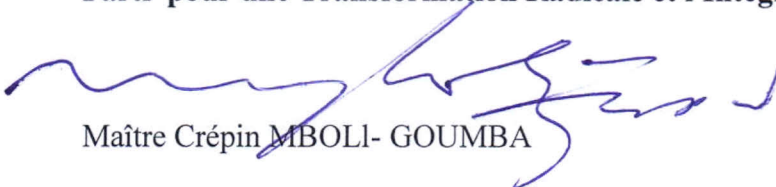
Joseph BENDOUNGA

Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain (MLPC)



Martin ZIGUELE

Parti pour une Transformation Radicale et l'Intégration des Etats (PATRIE)



Maître Crépin MBOLI- GOUMBA

Rassemblement Démocratique. Centrafricain (RDC)



Louis Pierre GAMBA

Union Démocratique du Peuple pour le Progrès (UDPP)



MAITART DJIM-AREM

Lo yondo Yamica.